

## Comité Syndical du 27 mars 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept mars à dix-huit heures, le Comité du Syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans la salle Grande halle de l'espace Tully à Thonon-les-Bains sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués titulaires présents / votants :

ARMINJON Christophe, ASNI-DUCHENE Isabelle, BERGER Jean-François, BERNARD Patrick, BERTHIER Marie-Pierre, BLANC Georges, CHESSEL Pascal, COLOMER Gérard, DEAGE Joseph, DENNE Jean-Claude, GENOUD Pascal, GIRARD Marie-Pierre, GUILLARD Jean, JULLIARD Maxime, LANG Isabelle, LOMBARD Gérald, MARTINERIE Catherine, MATHIAN Noel, MUFFAT Sophie, MUTILLOD Christophe, PFLIEGER Géraldine, PODEVIN Christian, TERRIER Jean-Claude, THOMAS Gil.

Délégués suppléants présents / votants :

BOUVIER Bernadette, DURET Aline, BOCHATON Monique, DE PROYART Aubert, FABRE Rémy.

Absents excusés :

BOCHATON Jean-Marc donne suppléance à Mme BOUVIER,  
KUNG Jean-François donne suppléance à Mme DURET,  
LEI Josiane donne suppléance à Mme BOCHATON,  
MORIAUD pascale donne suppléance à M. DE PROYART,  
VENNER Laetitia donne suppléance M. FABRE,  
BONDAZ Patrick donne pouvoir à M. LOMBARD,  
BURNET Jacques donne pouvoir à M. COLOMER  
GIGUELAY Elisabeth donne pouvoir à Mme PFLIEGER,  
GILLET Bruno donne pouvoir à M. PODEVIN.

Secrétaire de séance : THOMAS Gil

Nombre de titulaires en exercice : 55 délégués

Nombres de délégués titulaires présents : 24

Nombres de délégués suppléants présents : 5

Nombre de pouvoirs : 4

Nombres de votants : 33

Convocation : 20 mars 2025

Point n°6 – Avenant n°1 au marché n°2024-005 relatif à l'action B1-1 du contrat de rivières portant sur la définition de l'Espace de Bon Fonctionnement (EBF) des cours d'eau du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique (PJ8)

Monsieur Gil THOMAS, Vice-Président du SIAC en charge, rapporteur, rappelle que dans la cadre de la définition de l'Espace de Bon Fonctionnement (EBF) des cours d'eau du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique, un marché est en cours d'exécution et prévoyait une tranche ferme avec l'étude du secteur CCHC en 2025, puis 2 tranches conditionnelles à affermir sur les secteurs CCPEVA et Est lémanique à partir de 2026.

Le marché initial prévoyait de ne pas réaliser la totalité des prestations sur des linéaires de cours d'eau déjà travaillés il y a 10 ans. Cependant, la méthodologie nationale pour la réalisation des EBF a considérablement évolué depuis 10 ans et le travail initial, après expertise d'Artelia, corroboré par l'avis de l'agence de l'eau RMC, se révèle ne pas répondre aux exigences de ladite Agence de l'eau, traduites dans un guide national.

En effet, après le démarrage de cette étude et l'analyse par le bureau d'étude ARTELIA du travail réalisé par Burgeap en 2012 il s'avère que :

- L'approche pour la définition des EBF est différente et non transposable à la méthode mise en œuvre sur les autres linéaires, qui découle du guide méthodologique de l'Agence de l'Eau.
- De manière générale, les hypothèses retenues pour les différents tracés ne sont pas clairement expliquées dans le rapport ce qui rend impossible leur réappropriation (à l'exception de l'espace fonctionnel EFONC).
- La couche EFONC est visiblement construite par lissage des tracés actuels et anciens des cours d'eau. La méthode est similaire à celle préconisée pour la définition d'une des composantes de l'EBF version 2015 (Morpho optimal) mais le tracé de Burgeap comporte des incohérences avec le MNT LiDAR ou les résultats de modélisations (données postérieures à leur travail).

Pour assurer la cohérence avec le reste des cours d'eau étudiés, une prestation complémentaire s'avère nécessaire nécessitant un avenant au marché.

Monsieur Gil THOMAS présente également le fondement juridique de cet avenant.

Des prestations supplémentaires sont devenues nécessaires et un changement de titulaire pour leur réalisation est impossible compte tenu des interactions avec les prestations en cours d'exécution dans le cadre du marché initial, ainsi que du planning de réalisation de la tranche ferme.

En outre, ces modifications ne sont pas substantielles car :

- Cela n'aurait pas attiré d'avantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue (3 offres ont été reçues lors de la consultation initiale ce qui est déjà important pour ce type de prestations).
- Elles ne modifient pas l'équilibre économique du marché en faveur du titulaire d'une manière qui n'est pas prévue dans le marché initial.
- Elles ne modifient pas l'objet du marché.
- Elles n'ont pas pour effet de remplacer le titulaire.

Monsieur Gil THOMAS présente le contenu de cet avenant :

- Changement de méthodologie de détermination des EBF, qui comprendrait les missions suivantes:
  - Visite de terrain complémentaire
  - La correction du tracé hydrographique par recentrage sur fond MNT (nécessaire si l'on définit des largeurs tampons résultant de calculs)
  - La correction du périmètre morphologique optimale en repartant de l'espace de mobilité défini par Burgeap : une correction manuelle sera nécessaire sur l'ensemble du linéaire à traiter pour mettre le tracé en cohérence avec la topographie d'une part, et d'autre part la révision de certaines hypothèses (par exemple, tracé de la carte Etat Major intégré alors que non cohérent avec MNT ou données hydrauliques).
  - La définition du périmètre morphologique nécessaire par définition d'une largeur type pour chaque tronçon homogène (hypothèse de 11 tronçons)
  - La définition d'un périmètre hydraulique, à partir des résultats de modélisation hydrauliques existants (20/29km couverts) ou par analyse hydrogéomorphologique (mixte entre analyse du MNT et calculs hydrauliques sur quelques sections types).
  - Définition du périmètre hydraulique optimal à dire d'expert, en s'appuyant sur analyse des résultats de modélisation, morpho et terrain.
  - Prise en compte du contexte biologique, hydrogéologique et biogéochimique avec données à jour.
- Augmentation des prix des tranches ferme et conditionnelles du marché :



Montant de l'avenant :

- Montant HT : 23 300,00 €HT
- Taux de la TVA : 20%
- Montant TTC : 27 960,00 €TTC
- % d'écart introduit par l'avenant sur le marché public : 11 %

Le montant des prestations supplémentaires est de : 23 300€ HT pour le périmètre de l'ensemble de la mission, dont 12 000 €HT pour la tranche ferme et 11 300 €HT pour les tranches conditionnelles.

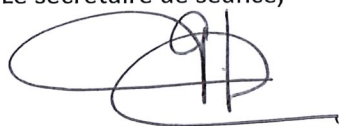
La modification de prix pour chacune des tranches ne concerne que le montant de l'étape 1 : « Définition et mise à jour des EBF ».

Ce projet d'avenant a fait l'objet d'une validation par la Commission d'Appel d'Offre du 19 mars 2025 (avis favorable). Cet avis est présenté.

**Après en avoir délibéré, le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés :**

- **ACCEPTE** l'avenant n°1 au marché 2024-005 confié aux bureaux d'étude ARTELIA (mandataire) et SEPIA Conseils (co-traitant),
- **AUTORISE** Mme la Présidente à le signer ainsi que tout document nécessaire à sa notification et sa mise en œuvre.

Le secrétaire de séance,



GIL THOMAS



La Présidente,



Géraldine PFLIEGER

**Acte certifié exécutoire après télétransmission le     /     /2025 et affichage le     /     /2025**

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.*